

MISE EN COMPATIBILITE DU PLU DE ROCQUENCOURT

PROJET DE GEOTHERMIE

BILAN DE LA CONCERTATION

Rappel du contexte de cette mise en compatibilité :

Dans le cadre d'un permis de recherche géothermique délivré le 5 novembre 2020 par la Préfecture des Yvelines, la société ENGIE ENERGIE SERVICES a étudié la faisabilité d'une géothermie de grande profondeur sur un périmètre comprenant notamment le territoire du Chesnay-Rocquencourt. Ses études ont abouti à l'élaboration d'un projet, constitué de puits de forage et de centrales géothermiques qui trouveraient à s'implanter au sein des boucles dessinées par les bretelles de connexion entre les routes départementales RD 307 et RD 186.

Le projet n'étant pas en l'état compatible avec les dispositions du Plan local d'urbanisme (PLU) de Rocquencourt en vigueur, une procédure de mise en compatibilité de ce PLU a été initiée par le Maire du Chesnay-Rocquencourt, justifiée par l'intérêt général de ce projet.

Modalités de la concertation :

Par délibération du 25 janvier 2023, le conseil municipal a défini les modalités de la concertation préalable liée à cette procédure :

- La mise en place d'un dossier de concertation (éléments d'information sur le projet de géothermie, le site envisagé et le PLU), disponible sur le site internet de la Ville et en mairie au service urbanisme (aux jours et heures d'ouverture de ce service), information relayée sur le journal municipal
- La mise en place d'un cahier d'observations disponible au service urbanisme et d'une adresse mail dédiée destinée aux contributions
- la tenue d'une réunion publique sur le sujet.

La délibération a fait l'objet d'un affichage sur le panneau d'affichage administratif situé près de l'hôtel de ville. Un avis de concertation a été affiché à l'entrée de l'hôtel de ville, et publié le 1^{er} février et le 8 Mars dans des journaux diffusés dans le département (Le courrier des Yvelines et le Parisien).

La réunion publique a été fixée au 13 février 2023 à 19 h au Théâtre nouvelle France. Elle a été annoncée (ainsi que les différentes modalités de concertation définies par la délibération) par un article dédié dans le numéro de février 2023 du journal municipal, ainsi que sur le site internet de la Commune dès le 26 janvier, sur la page donnant accès au dossier de concertation.

Des affiches annonçant la réunion publique ont d'autre part été apposées à partir du 30 janvier sur les panneaux d'affichage communal répartis sur le territoire, avec en complément des messages sur panneaux d'affichage dynamique situés sur le parvis de l'hôtel de ville et à l'accueil de la mairie. L'information a également été relayée début février sur les réseaux sociaux de la Ville.

La réunion publique du 13 février 2023

La réunion s'est tenue à 19h au théâtre nouvelle France. Elle a réuni une centaine de personnes.

A l'issue de l'introduction de la réunion par Monsieur le Maire, une présentation du sujet a été effectuée par le bureau d'études PLU ESPACE VILLE, missionné par la Commune.

Monsieur le Maire a rappelé en introduction la genèse et l'historique de ce projet, né de la réflexion de la copropriété de Parly 2, et ensuite revu dans ses ambitions sur préconisations des services de l'Etat. Un projet qui s'appuie sur un réseau de chauffage urbain constitué pour sa première phase ; sur un acteur industriel prêt à engager les investissements nécessaires et porter un risque économique, et sur une volonté partagée de différentes collectivités (conseil départemental, Maires des différentes villes intéressées par la phase 2) de voir aboutir ce projet.

Monsieur le Maire a invité ensuite les personnes présentes à faire part de leurs observations et questions, précisant que des représentants de la société ENGIE étaient également présents pour apporter un éclairage sur des questions techniques.

Des nombreuses interventions des personnes ayant pris la parole, les problématiques suivantes ont été relevées :

A) des questionnements sur le site retenu :

Un certain nombre de personnes ne comprennent pas que le choix du site se soit dirigé vers Rocquencourt plutôt qu'au Chesnay, alors que la chaufferie existante est située rue Cimarosa. Parmi ces personnes, des habitants de la résidence du Domaine - dont certains immeubles font face à la bretelle Est des routes départementales – jugent très négativement la proximité avec un site qualifié d'industriel et générateur de nuisances.

D'autres possibilités d'implantation sont évoquées avec pour chacune d'eux l'interrogation sur la raison de leur non choix.

- Des terrains au sein des zones urbanisées du Chesnay :
 - Le terrain « ENGIE » du 22 rue Moxouris, notamment parce qu'il est propriété d'ENGIE.
 - Il est indiqué en réponse que ce terrain n'est plus la propriété d'ENGIE ; ce site anciennement occupé par ENEDIS et désormais désaffecté a été cédé à un opérateur immobilier. Par ailleurs, le contexte de la rue Moxouris (rue étroite, desserte de la clinique de Parly 2) n'est pas adapté, l'accessibilité étant très contrainte
 - Le terrain de la plaine de jeux Moxouris :
 - Les remarques précédentes sur l'accessibilité de la rue Moxouris s'appliquent de la même façon à ce terrain, qui a une vocation sportive et est régulièrement utilisé par les clubs ou les scolaires. C'est également une réserve foncière pour le cimetière. Pour ces deux terrains, il y a évidemment des habitations à proximité.
- D'autres terrains dans l'environnement de la RD 186, jugés plus appropriés car plus éloignés des habitations.
 - La boucle Ouest de l'échangeur des RD 186 et 307.
 - Le représentant d'ENGIE précise que leur préférence portait à l'origine sur une implantation proche de la chaufferie Cimarosa, plus favorable en termes de

connexion du réseau. Au vu de la densité de la Commune, aucune emprise répondant à la fois aux orientations d'urbanisme de la Commune et aux contraintes de développement de ce type de projet n'a été identifiée. Parmi les terrains identifiés en périphérie des zones urbanisées, la boucle ouest de l'échangeur avait été dans un premier temps préféré à la boucle est. Les discussions menées avec l'Architecte des bâtiments de France (ABF) ont conduit à reporter le projet sur la boucle Est, situé du côté des zones urbaines et non en bordure du parc classé du Domaine de Versailles. La contrainte de la présence d'une canalisation du réseau historique des fontaines de Versailles est également évoquée.

- Le terrain des serres, situé entre la RD 186 et le mur d'enceinte de l'arboretum, a été cité par plusieurs personnes comme pouvant constituer le site à privilégier pour y installer le projet
 - Ce terrain a également été examiné. Et évoqué également avec l'ABF. Sa position directement contigüe à l'arboretum de Chèvreloup (parc classé) constituait un handicap, de même que le déboisement et les problématiques d'accès.

Plusieurs personnes malgré ces échanges restent convaincues que les terrains situés à l'ouest de la RD 186 représentent une meilleure solution d'implantation, et que des discussions doivent être reprises avec l'ABF.

Parallèlement, certains évoquent la solution d'un bâtiment enterré, susceptible de régler les problématiques d'insertion dans le paysage. Il est précisé que le projet étudié tire déjà parti de cette possibilité, puisque le bâtiment envisagé est enterré sur la moitié de sa hauteur. Solution permettant de limiter à la fois sa hauteur (environ 7 m) et son emprise (environ 800 m²). Une solution d'enfouissement complet présente des obstacles non seulement en termes de coût, mais également en termes de difficultés de fonctionnement (maintenance, etc.).

B) Des questionnements sur le second doublet

Certaines personnes indiquent que les modalités de réalisation du second projet demandé par l'ADEME et la DDT78 doivent être précisées : quelle temporalité, où sera implanté la chaufferie et comment se développera le réseau lié à ce second doublet de forage ?

Il est précisé que ce second projet s'inscrit effectivement dans une temporalité différente. Le premier projet s'appuie sur un réseau de chauffage urbain pré existant. Par la double voix de la DDT78 et de l'ADEME, l'Etat a souhaité que le permis de recherche délivré à ENGIE et les études de faisabilité réalisées dans ce cadre, soient le support d'un second projet, pouvant de ce fait être mis en œuvre très rapidement. Il s'agit bien ici, dans un objectif d'intérêt général porté également par l'Etat, de tirer parti des synergies techniques liées à l'exclusivité dont dispose ENGIE pour le forage pendant la durée de validité du permis de forage. Ce contexte constitue une opportunité de développer rapidement une offre complémentaire pouvant bénéficier à d'autres communes.

Les Maires des différentes communes concernées ont tous indiqué leur intérêt sur ce projet, que le conseil départemental va également appuyer. L'année 2023 sera dédiée à la concrétisation des accords et à la mise en place des organes de gouvernance du projet. Lequel devront formaliser ensuite le schéma juridique permettant la sélection d'un opérateur économique, chargé de construire et

d'exploiter la chaufferie et le réseau de distribution. Le maillage du réseau, le positionnement de la chaufferie, ne peuvent donc être arrêtés à ce stade.

C) les nuisances liées au projet

Différentes personnes se sont exprimées pour obtenir des précisions ou faire part de leur inquiétude sur les nuisances générées par ce projet.

- Quelles sont les nuisances pendant la phase chantier ?
 - o Des craintes sont exprimées sur les nuisances sonores, des émanations de gaz ou encore une déstabilisation du sol
- Quelles sont les nuisances une fois les travaux terminés (en exploitation) ?
 - o Des craintes sont exprimées sur des nuisances sonores et sur la dégradation de leur environnement paysager

Concernant les nuisances en phase chantier :

Nuisances sonores :

Un représentant d'ENGIE confirme que par nature un chantier de forage géothermique est un chantier bruyant. Il s'agit ici de forer jusqu'à des grandes profondeurs, ce qui implique de mettre en place un mat de forage de plusieurs dizaines de mètres et de manipuler et d'assembler des tiges de forage métalliques. Ces opérations doivent être précédées d'une phase de réalisation d'une plateforme avec donc des abattages d'arbres et des terrassements. Le forage d'un doublet nécessite au minimum 8 semaines, avec un fonctionnement en continu.

Différentes mesures sont prévues pour réduire et cantonner ces nuisances sonores : utilisation de machines à moteur électrique, régulation des livraisons, mise en place d'une paroi acoustique en périphérie du site.

Une question est posée sur le niveau de bruit réel au niveau des logements les plus proches. ENGIE ne dispose pas ici des données, mais celles-ci seront mises à disposition. Leur représentant indique aussi que dans le cas de Rueil, un médiateur avait été désigné, permettant aux riverains de faire remonter immédiatement les difficultés et de corriger certaines pratiques.

Autres nuisances et risques :

Le représentant indique que des émanations de gaz sont possibles, mais cela reste un risque très limité. Les émanations de soufre, la radioactivité notamment sont contrôlées par un dispositif en continu. Une information est en général délivrée aux riverains sur ces risques. Les personnels sur le chantier sont systématiquement préparés à ces éventualités. Les études préalables sont notamment là pour avoir une bonne connaissance du contexte et circonscrire le risque.

ENGIE s'engage à mettre à disposition des éléments précis, notamment sur l'évaluation des différents risques.

Concernant les nuisances en exploitation :

Sur l'aspect paysager, le projet a donné lieu à de nombreux échanges avec l'ABF, qui a déjà donné des recommandations précises pour guider l'emplacement et le volume des bâtiments, leur traitement architectural et l'insertion paysagère et végétale. Ces recommandations, dont le respect sera vérifié par l'ABF au stade du permis de construire, témoignent d'une exigence élevée en termes de qualité architecturale et paysagère.

Certains signalent que l'ABF s'est soucié de la perception du projet depuis l'axe de la RD 186, mais qu'il n'existe aucun élément dans le dossier présenté permettant d'apprécier la perception depuis la résidence du Domaine, pourtant proche.

Monsieur le Maire et les représentants d'ENGIE reconnaissent ce manque. ENGIE s'engage à faire réaliser par son architecte des perspectives depuis les immeubles de la résidence du Domaine.

Sur l'aspect sonore, les représentants d'ENGIE indiquent que les centrales géothermiques en exploitation ne créeront pas de nuisances. La centrale de géothermie de Rueil Malmaison, intégrée dans un environnement urbain dense, en constitue une démonstration. ENGIE ouvre la possibilité de visiter cet équipement, pour les riverains souhaitant se rendre compte.

La réunion se termine par des remerciements du Maire aux différents participants et par un rappel des modalités de concertation.

Les avis et contributions reçues

77 contributions ont été transmises jusqu'au vendredi 17 Mars (date de fin de mise à disposition du cahier de contributions annoncée sur le site internet de la Ville). Deux contributions ont été réceptionnées sur le week end suivant cette échéance, et ont été intégrées dans le bilan.

Ces 79 contributions ont été soit rédigées directement dans le cahier disponible en mairie (32) soit transmises via l'adresse courriel dédiée à cette concertation (47).

En termes de tendance générale, 49 d'entre elles étaient plutôt défavorables au projet. 26 plutôt favorables. 3 étaient neutres. Une contribution a été annulée par son auteur, remplacée par une nouvelle.

Les questions et sujets soulevés rejoignent très largement les échanges intervenus lors de la réunion publique du 13 février. Le tableau suivant en présente une synthèse thématique.

Thème	observations	Eléments de réponse
Déroulement de la concertation	<p>« Absence de concertation avec les riverains qui se considèrent mis devant le fait accompli. »</p> <p>« Beaucoup d'échanges avec l'ABF et la DDT, mais riverains complètement oubliés. »</p> <p>« Rien d'indiqué dans le dossier sur la protection de la résidence du domaine ».</p> <p>« Manque d'équité entre les habitants »</p>	<p>La concertation menée a permis à de nombreuses personnes de prendre connaissance du projet et de faire part de leurs observations et de leur avis, favorable ou défavorable.</p> <p>Les consultations et échanges préalables avec les services de l'ETAT étaient indispensables, vu le nombre de protections patrimoniales couvrant le territoire, et s'imposant à la Commune. Les préconisations des Architecte des bâtiments de France (ABF) d'une part, les contraintes fonctionnelles et d'accès d'autre part ont réduit le champ des possibles. Les espaces envisagés sont des délaissés routiers, en bordure des espaces urbanisés.</p> <p>Au-delà des préconisations sur le choix du site, les ABF ont également fixé un niveau d'exigence élevé pour le traitement architectural des bâtiments et leur intégration paysagère. Le projet intègre ces préconisations, mais des améliorations peuvent être étudiées d'ici la phase de dépôt du permis de construire.</p>
	« La réunion du 13 février a amené plus de questions que de réponses »	<p>Ainsi qu'indiqué dans le compte rendu plus haut, beaucoup d'interrogations ont été exprimées lors de la réunion du 13 février, certaines portant sur des points très techniques. Des réponses ont été apportées par les représentants d'ENGIE sur ces différentes questions, avec pour certaines un niveau de précision jugé insatisfaisant. Ces questionnements ont pour autant été notés et ont donné lieu à la transmission par ENGIE d'éléments de réponses plus détaillés, qui sont annexés au présent bilan.</p> <p>Il est rappelé par ailleurs que le projet envisagé est soumis à différentes réglementations, et notamment à celle du code minier. Une procédure d'instruction est donc en cours au sein des services d l'Etat, pour la délivrance d'un permis de forage. Cette procédure comporte une enquête publique, pouvant être conjointe avec celle liée à la procédure PLU ;</p> <p>Une étude d'impact a été produite. Conformément aux obligations en la matière, cette étude d'impact analyse les impacts du projet sur le site et son environnement et expose les mesures d'évitement, de réduction et/ ou de compensation des impacts.</p> <p>Cette étude sera incluse dans le dossier d'enquête publique</p>
	<p>« Dossier sans aucune rigueur technique »</p> <p>« Aucune étude de sols transmise »</p> <p>« Aucune information quantifiée ou d'engagement sur les nuisances et risques »</p> <p>« Aucune information sur les différentes options et les impacts »</p> <p>« le projet ne semble tenir compte que du contexte routier, mais pas des habitations »</p>	

<p>Choix du site</p>	<p><i>« Le choix du site est le simple résultat d'une faisabilité technique d'ENGIE » « les raisons du choix du site doivent être formellement explicitées »</i></p> <p><i>« décisions de l'ABF non compréhensibles » « 2 poids 2 mesures dans les décisions de l'ABF (logements récents juste au nord) » « appui de l'Etat souhaité pour faire changer avis ABF »</i></p> <p><i>« opposition de l'ABF lié à un aqueduc du 17^{ème} siècle : cet ouvrage mérite t-il cette protection ? est il toujours en service ? »</i></p>	<p>Le site proposé résulte d'une démarche de projet, où rentrent en compte les données de faisabilité technique, incontournables vu la spécificité du projet, mais également les fortes protections patrimoniales exposées plus haut, et les orientations de la Commune en terme de préservation de certains espaces non bâtis au sein d'une ville parmi les plus denses des Yvelines (terrains de sport ou espaces verts).</p> <p>Les Architectes des bâtiments de France sont chargés d'appliquer par leurs avis et décisions les protections patrimoniales instituées par le ministère de la Culture, lesquelles ont valeur de servitudes d'utilité publique et s'imposent aux Plans Locaux d'urbanisme. Ces protections ont une transcription et donc des limites cartographiques. Il convient de noter par ailleurs que les ABF se sont rendus sur place à plusieurs reprises.</p> <p>Il existe effectivement un aqueduc enterré qui traverse la boucle ouest, attaché au réseau des fontaines de Versailles et Marly. Cet ouvrage est toujours en fonction. Il constitue une contrainte pour la mise en œuvre d'aménagement, mais les préconisations des ABF résultent d'une appréciation globale et non de la présence de cet ouvrage.</p>
	<p><i>« proximité beaucoup trop grande des habitations » « à 50 m » « à 65m » « sous nos fenêtres »</i></p>	<p>De nombreux habitants de la résidence des Domaines ont exprimé leur opposition par rapport à la proximité du projet.</p> <p>La distance entre la limite d'emprise de la zone de projet et la façade la plus proche des immeubles du Domaine est d'environ 55 mètres.</p> <p>La distance approximative entre ces mêmes façades et l'emplacement envisagé pour les centrales géothermiques est d'environ 80 mètres</p> <p>Cette distance est un peu inférieure avec les bâtiments d'habitation de la résidence de la rue de l'horloge (environ 60 mètres), qui est séparée du site de projet par la RD 307.</p> <p>La distance entre les points de forage prévus sur la boucle Est et l'habitation la plus proche est d'environ 75 m (maison en construction située au Sud). La distance avec la façade la plus proche des bâtiments des Domaines est d'environ 90 m.</p> <p>Il convient de noter que les différents sites alternatifs proposés au sein des zones urbanisées obligerait à des distances inférieures avec les habitations riveraines.</p> <p>Conformément à l'engagement pris lors de la réunion du 13 février, ENGIE a fait réaliser une perspective d'insertion depuis des logements de la résidence des Domaines (il faut ici remercier les personnes concernées qui ont acceptées de laisser l'accès à l'architecte pour la prise de vue permettant de réaliser ce travail).</p> <p>Cette perspective, annexée au présent bilan, a pour objet de se projeter sur le volume du bâtiment projeté et son insertion sur le site.</p>

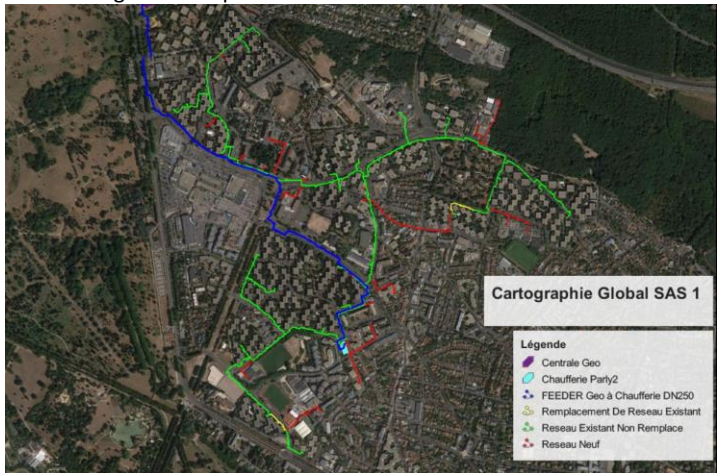
	<p>Non prise en compte des recommandations du Commissaire enquêteur lors de l'enquête publique de 2020 préalable au permis de recherche</p> <p><i>« le commissaire enquêteur recommandait une implantation en dehors des zones de densité urbain et à l'écart des zones sensibles »</i></p>	<p>Le Commissaire enquêteur, dans son avis faisant suite à l'enquête intervenue du 8 juillet au 13 août 2020, exprimait effectivement un certain nombre de recommandations. Celles-ci n'ont pas été reprises dans l'arrêté préfectoral du 5 novembre 2020.</p> <p>Le commissaire enquêteur recommandait une adaptation réelle aux particularités du territoire et un choix de site en dehors des zones urbaines denses. Il recommandait également que les futurs puits ne soient pas implantés en ZNIEFF de type 1 (bois de fausse repose), ni en zone humide, ni ne conduisent au déclassement de bois classé.</p> <p>Le site envisagé ne s'avère pas en contradiction avec ces recommandations. Il se situe en périphérie des zones urbaines denses et de par les échanges intervenus avec les ABF, prend en compte les particularités patrimoniales du territoire</p>
Propositions alternatives	<p><i>« la boucle Ouest serait préférable » « la présence de l'aqueduc n'est pas inconciliable » « la position visuelle serait marginale par rapport aux constructions de la ZAC »</i></p> <p><i>« l'arboretum serait plus adapté »</i></p> <p><i>« sacrifier les terrains de tennis de Parly 2 » « ou les terrains au bout de la rue Dutartre » « ou le terrain à côté du stade Michaux, plus près de la chaufferie »</i></p> <p><i>« le site des serres serait invisible depuis le château de Versailles » « ce site avait la préférence d'ENGIE » « l'aménagement d'accès n'est pas impossible, voir la direction des routes départementales »</i></p> <p><i>« pourquoi pas près de la station TOTAL ou sur le terrain BULL »</i></p>	<p>Différents sites ont été étudiés par ENGIE, et ont été soumis à l'appréciation de la Commune.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Le terrain de la plaine de jeux rue Moxouris : ce terrain, qui constitue par ailleurs une réserve foncière pour le cimetière, est également un espace sportif qu'il n'était pas envisageable de sacrifier vu son usage régulier par les clubs et le public scolaire. Son accessibilité constituait par ailleurs une contrainte majeure - Différents terrains non bâtis situés à l'extrémité sud de l'avenue Dutartre (parcelles AO84, AN151, AN152). Ces parcelles présentaient l'avantage d'être relativement proches de la chaufferie de la rue Cimarosa. Mais l'inconvénient d'être des espaces paysagers situés dans l'axe de la Porte Saint Antoine. - Une parcelle (524 AA5) située entre l'A13 et la bretelle de sortie. Cet emplacement a été écarté considérant la présence d'ouvrages de rétention des eaux pluviales et d'un important dénivelé - Le terrain communal dit « des serres » (parcelles 524 AD 17 & 31) situé entre la RD 186 et le mur d'enceinte de l'Arboretum. Outre sa configuration en longueur difficilement exploitable, cet espace fait partie des espaces paysagers ouverts le long de la route de Versailles (site inscrit). Directement contiguë avec l'arboretum, l'abandon du caractère très boisé de la parcelle était un obstacle. L'accessibilité du terrain s'avère aussi délicate du fait de son encaissement et de la nature des voies qui le bordent. La direction des routes du conseil départemental a confirmé par un courrier du 21 Mars 2023 les difficultés que représentent l'établissement d'une desserte viable de ce terrain (document joint en annexe). - Les boucles de l'échangeur RD 307/ RD 186. Ce site a été identifié comme présentant un certain nombre d'avantages (superficie suffisante pour les deux doublets, bonne desserte, position centrale à l'échelle du périmètre de

		<p>recherche). Par ailleurs, le soutien apporté par le conseil départemental à ce projet garantit une mobilisation rapide de ces emprises rattachées à son patrimoine. Initialement étudié sur la boucle ouest, le projet a de par les échanges avec l'ABF été reporté pour une large part sur la boucle Est.</p> <p>D'autres sites non étudiés ont par ailleurs été cités dans les contributions.</p> <p>Certains d'entre eux concernent des espaces classés, par définition non mobilisables pour ce type de projet (arboretum, « abords de la station Total de la rue de Chèvreloup »).</p> <p>Le terrain de Villevert (« terrain Bull ») se situe sur la Commune de Louveciennes. Propriété d'une entité privée, il fait l'objet d'autres réflexions par les entités concernées. Il n'est donc a priori pas mobilisable et s'avère de plus très éloigné de la chaufferie Cimarosa.</p> <p>Les terrains de tennis de Parly 2 sont également directement contigus de l'arboretum de Chèvreloup. Ils sont classés en zone naturelle au PLU.</p> <p>Le « terrain à côté du stade Michaux » est la plaine de jeux Caruel, l'un des espaces de respiration urbaine dans une commune parmi les plus denses des Yvelines.</p>
	<p><i>« si le choix du site est maintenu, l'enterrement des bâtiments doit être étudié »</i></p> <p><i>« respecter la perspective de la voie royale, avec un aspect qui ne soit pas industriel ou citoyen. Préserver le cadre vert de la Ville ou ce qu'il en reste malgré une urbanisation à marche forcée »</i></p>	<p>L'enfouissement des bâtiments, et plus largement les mesures permettant d'améliorer l'insertion sur le site, ont été étudiés. Une version avec deux bâtiments a été écartée à la demande des ABF, invitant à regrouper l'ensemble des installations dans un seul bâtiment implanté au nord de la boucle Est.</p> <p>Le projet étudié prévoit un enfouissement significatif du bâtiment, puisque la moitié environ est enterrée. Un enfouissement supplémentaire pose des difficultés en termes de fonctionnalité des locaux (notamment pour les opérations de maintenance). Il aurait également un impact financier important sur le coût de réalisation, répercuté sur le coût de la chaleur produite.</p>
	<p><i>« Rocquencourt a bien sacrifié un terrain de sport pour y faire des logements »</i></p>	<p>Un terrain de sport a effectivement été utilisé dans le cadre de la ZAC du Bourg, pour la production de logements.</p> <p>Le nombre et la fréquentation des équipements sportifs sur la commune nouvelle ne permettent pas d'envisager la neutralisation de l'un d'eux.</p>

<p>Nuisances pendant chantier</p>	<p>le</p> <p>« Nuisances sonores insupportables » <i>Bruit va être très pénible à 1500 m en temps pluvieux et venteux</i> <i>Nuisances colossales pendant des semaines</i> <i>Qu'est il prévu pour les nuisances ? mur acoustique, arrêt travaux le week end ?</i> <i>« Le dossier doit intégrer une évaluation de l'impact pour le voisinage et les mesures compensatoires »</i></p>	<p>Un chantier de forage est par définition un chantier bruyant et producteur de nuisances. Le porteur de projet a l'obligation, dans le cadre des études environnementales préalables, d'identifier les impacts possibles du projet et de prévoir les mesures d'évitement, de réduction et/ou de compensation des impacts.</p> <p>Dans le cadre d'une note technique annexée à ce document, la société ENGIE apporte des éléments de réponse aux questions d'ordre technique posées dans les contributions, et présente les mesures prises en évitement, réduction ou compensation des impacts.</p> <p>Cette étude d'impact est partie intégrante du dossier soumis aux services de l'Etat dans le cadre de la demande de délivrance du permis de forage.</p> <p>En ce qui concerne le bruit, il faut notamment retenir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Que des mesures des bruits de référence Jour/nuits seront faites préalablement au démarrage du chantier - Que différentes dispositions préventives sont prévues (mur acoustique en périphérie du chantier, appareil de forage électrique, ...) <p>La note technique produite présente également une synthèse de l'étude acoustique réalisée. La modélisation acoustique présentée semble démontrer l'efficacité des mesures envisagées, pour réduire l'émergence du bruit produit dans l'environnement.</p> <p>Au-delà de ces modélisations, la Commune sera attentive à ce que les dispositions mises en œuvre assurent le respect de la réglementation en vigueur en matière de contrôle des émergences sonores.</p> <p>Selon la note technique d'ENGIE, le fonctionnement du forage en continu répond à des contraintes techniques et de sécurité. Un forage ne doit donc être interrompu la nuit ou le week end. Cependant, cette possibilité sera étudiée de façon très approfondie dans le cas particulier de ce projet.</p>
	<p>« Vibrations et risques d'effondrement » « Risque sismique » « Risque d'effondrement du terrain » « Risque de fluctuation de la nappe phréatique ; le terrain était autrefois un étang » - « aucune étude de sol » « Risque d'infiltration des eaux pluviales »</p>	<p>La note technique produite par ENGIE apporte sur ces points des éléments de réponse, issus de leur retour d'expérience sur les opérations menées (73 forages réalisés en Ile de France entre 2007 et 2020, parfois dans des contextes de proximité beaucoup plus importante des bâtiments riverains. La conclusion donnée est qu'au vu des distances de l'ordre de 100 mètres minimum, le risque d'effondrement est nul et qu'aucune vibration ne sera ressentie au niveau du sol.</p> <p>En ce qui concerne le risque sismique, ENGIE s'appuie sur les travaux de l'INERIS (institut national de l'environnement industriel et des risques) pour conclure que les</p>

		travaux de géothermie profonde menés dans les bassins parisien et aquitain depuis plus de 40 ans n'ont jamais induit de sismicité.
		Concernant la nature du sol, la note technique présente des extraits des études réalisées, précisant les informations déjà connues, la méthodologie employée pour connaître la géologie et en comprendre les phénomènes, les risques identifiés et les mesures prises pour les maîtriser.
	<i>« Risque pollution atmosphérique, dégagements de gaz »</i>	<p>La note technique précise qu'il peut survenir des nuisances olfactives en phase de travaux. Pour limiter les odeurs, (hydrogène sulfuré H₂S) une solution oxydante est injectée dans l'eau géothermale à sa sortie du puits. L'effet oxydant permet d'éliminer la majeure partie de l' H₂S. Par ailleurs, un dispositif de contrôle en continu est mis en place à la sortie du puit</p> <p>Concernant la radioactivité : l'opération de forage n'induit aucune modification de la radioactivité naturelle du sol et du sous sol, qui restera donc inchangée.</p> <p>De manière générale, la maîtrise de ces différents risques est appréhendée dans le cadre de l'instruction par les services de l'Etat du permis de forage, et dans le cadre du contrôle par ces services de l'autorisation délivrée.</p>
	<i>« Nuisances lumineuses »</i>	<p>L'activité du chantier en continu pendant la phase forage va nécessiter la mise en place d'éclairages spécifiques. Une attention sera portée sur l'orientation des projecteurs afin de supprimer les risques d'éblouissement.</p> <p>Le mat de forage doit être équipé d'un balisage en son sommet</p>
	<i>« Les travaux entraineront la déviation voire la suppression de la circulation douce »</i> <i>« le nouveau tracé plus proche de la route départementale sera moins sécurisant »</i>	<p>La Commune a insisté auprès d'ENGIE sur l'importance de la circulation douce traversant le site, permettant de relier le bourg de Rocquencourt à l'autre partie de la Commune.</p> <p>Le planning de chantier fera en sorte de limiter la gêne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - condamnation du cheminement actuel précédé de la mise en place du nouveau ou d'un cheminement provisoire - impossibilité de traverser limitée à des nécessités de chantier ponctuelles et limitées dans le temps - en prévoyant en amont une information suffisante des habitants <p>Le nouveau tracé envisagé respectera les exigences de la réglementation en termes de pentes de terrain, de rayon de giration, etc... Il fera l'objet de validation préalable par les services de la Commune et du Département.</p>
	<i>« Le chantier va se télescoper avec les JO 2024, et ses incidences sur le trafic routier »</i>	Cet évènement et ses conséquences devront effectivement être intégrés dans la programmation du chantier. Le cas échéant, il appartiendra aux responsables de chantier de prévoir les ajustements permettant de s'adapter à ces contraintes temporaires.

Nuisances à terme	<p>« Dépréciation des biens riverains »</p> <p>« Installation industrielle juste sous les fenêtres des logements »</p> <p>« Environnement des riverains perturbé et abimé »</p> <p>« Possible d'avoir engagements d'ENGIE sur niveaux de bruit à l'extérieur de la centrale ? »</p>	<p>Le document d'insertion réalisé depuis le troisième étage d'un immeuble de la résidence des Domaines (annexé au présent bilan) permet de visualiser l'échelle du bâtiment prévu.</p> <p>Par ailleurs, il convient d'insister de nouveau sur le haut niveau d'exigence imposé par les ABF sur le traitement architectural du bâtiment, dont l'aspect sera de fait très éloigné d'une installation industrielle.</p> <p>Les distances sont par ailleurs indiquées plus haut dans ce document (rubrique « choix du site »)</p> <p>Concernant les nuisances en exploitation, ENGIE confirme que la conception du bâtiment intégrera des études acoustiques, de sorte que le niveau sonore extérieur sera très limité. ENGIE a par ailleurs proposé d'organiser une visite de la centrale de Rueil Malmaison, située à moins de 35 mètres d'habitation, pour se rendre compte du réel impact sonore</p>
	<p>« Le terrain était autrefois un étang : risque de fluctuation de la nappe phréatique » « risque d'inondation sur la partie basse de la rue des Erables »</p>	<p>La note technique apporte des éléments sur ce point, issus de l'étude d'impact.</p> <p>Il faut noter que les sondages réalisés en amont du projet n'ont pas relevé une problématique de zone humide sur le site.</p> <p>D'autre part, le projet sera tenu aux respects des obligations définies par le schéma d'aménagement et de gestion des Eaux de la Mauldre en termes d'absorption et/ou de rétention des eaux de pluie.</p>
Justification du second projet	<p>« Aucune justification économique ou info sur retour d'investissement sur la première tranche et encore moins sur la seconde »</p> <p>« La Ville doit investir pour des raccordements d'autres résidences que Parly 2 »</p> <p>« Manque de visibilité du projet 2 : pas crédible à l'horizon 2026 »</p>	<p>Il est précisé que ce second projet s'inscrit effectivement dans une temporalité différente. Le premier projet s'appuie sur un réseau de chauffage urbain pré existant. Par la double voix de la DDT78 et de l'ADEME, l'Etat a souhaité que le permis de recherche délivré à ENGIE et les études de faisabilité réalisées dans ce cadre, soient le support d'un second projet, pouvant de ce fait être mis en œuvre très rapidement. Il s'agit bien ici, dans un objectif d'intérêt général porté également par l'Etat, de tirer parti des synergies techniques liées à l'exclusivité dont dispose ENGIE pour le forage pendant la durée de validité du permis de forage. Ce contexte constitue une opportunité de développer rapidement une offre complémentaire pouvant bénéficier à d'autres communes, et bien entendu à d'autres entités sur Le Chesnay-Rocquencourt.</p> <p>2026 constitue à ce stade un objectif, ambitieux, qui témoigne d'une volonté partagée de voir aboutir rapidement ce projet.</p>
	<p>« Espère que le projet 2 ne nuira pas au rendement de la première géothermie »</p>	<p>La note technique d'ENGIE apporte des éléments de réponse à cette question, et conclut que le second projet est au contraire une source d'amélioration des performances des deux doublets de forage.</p>

<p>Points & Questions techniques</p>	<p>« Gros doute sur la température de l'eau à l'arrivée en chaufferie » « Interrogation sur distance entre forage et chaufferie : déperditions de chaleur ! » « La seule fonction du site est elle le pompage, ou y a-t-il aussi rechauffage de l'eau ? »</p> <p>« Géothermie pas adaptée dans ouest de la région parisienne : température eau insuffisante sauf à forer dans le trias avec dans ce cas risques de séisme »</p>	<p>La note technique d'ENGIE apporte sur ces points des éléments de réponse précis</p> <p>La Commune s'en remet à l'expertise d'ENGIE, reconnue dans ce domaine.</p>
	<p>« Possible de connaître les trajets projetés pour les canalisations dans les rues ? »</p>	<p>Le trajet définitif n'est pas encore fixé, devant faire l'objet d'études approfondies.</p> <p>Le plan ci-dessous présente une hypothèse de cartographie du feeder de liaison entre la centrale géothermique et la chaufferie Cimarosa.</p>  <p>Cartographie Global SAS 1</p> <p>Légende</p> <ul style="list-style-type: none"> Centrale Geo Chaufferie Party2 FEEDER Geo à Chaufferie DN250 Remplacement De Reseau Existant Reseau Existant Non Remplace Reseau Neuf

Conclusion et points d'attention

La Commune prend acte de la participation de nombreuses personnes à cette concertation.

Un certain nombre a fait part de son grand intérêt à la réalisation de ce projet, dans le contexte actuel.

D'autres ont fait part de leur avis défavorable sur le site envisagé.

Les propositions alternatives exprimées ont été examinées, voire réexaminées pour la plupart. Ces propositions peuvent présenter certains avantages, mais aucune ne permet de répondre à l'intégralité des contraintes pesant sur ce projet, qui ont conduit au site proposé.

D'autres inquiétudes légitimes ont porté sur la maîtrise des nuisances liées à ce projet, principalement en phase de forage.

Les réponses apportées, appuyées sur l'expérience acquise sur ce type d'opération et les études préalables réalisées, permettent de mieux appréhender les mesures envisagées pour maîtriser risques et nuisances. Différents services de l'Etat seront par ailleurs amenés à se prononcer sur l'étude d'impact et l'évaluation environnementale, traitant ces sujets.

Dans l'attente de leurs avis et éventuelles prescriptions, la Commune réaffirme l'attention qui sera portée pendant la phase de chantier et au-delà sur la maîtrise des nuisances, guidée par les points suivants :

- examiner en fonction des contraintes techniques guidant le principe de continuité du forage, la possibilité d'aménager dans le rythme hebdomadaire une période plus calme au bénéfice des riverains
- garantir l'entier respect de la réglementation en matière d'émergence sonore, en augmentant si besoin les protections et mesures acoustiques en phase forage
- demander la mise en place pendant les travaux d'un médiateur chargé de répondre aux sollicitations des riverains
- préserver sur le PLU la protection règlementaire des écrans végétaux existants entre le site de projet et les habitations riveraines. Ceci n'interdit pas au pétitionnaire d'intégrer en fonction des possibilités lors de la phase permis de construire, une densification de ces écrans végétaux.